



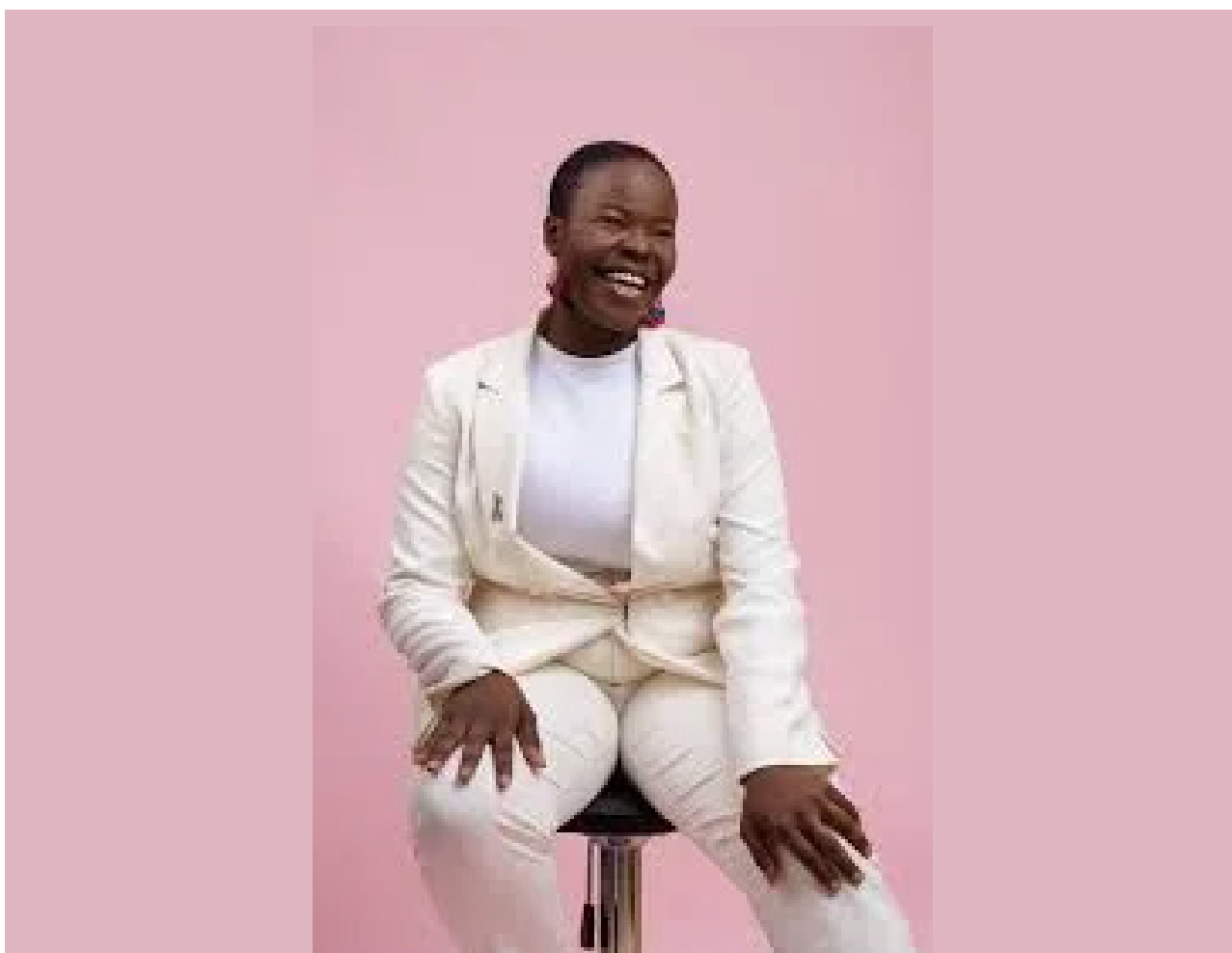
UNIVERSITE  
CHEIKH ANTA DIOP  
DE DAKAR

REVUE DE PRESSE

Éducation  
Enseignement  
Supérieur

RP  
19 au 24  
Janvier  
2026

## Stéphanie Damiba, docteure en médecine : La thèse malgré le cancer



Diagnostiquée d'un cancer du sein à 24 ans, Stéphanie Damiba, aujourd'hui âgée de 29 ans, a traversé les traitements tout en poursuivant ses études de médecine. En 2025, elle a soutenu sa thèse. Un parcours où la foi, la rigueur scientifique et une volonté sans bruit ont tenu lieu de boussole. Le cancer du sein n'était pas inscrit dans son programme universitaire. D'ailleurs, aucun amphithéâtre ne se prépare à une telle épreuve. En 2019, alors qu'elle disséquait des organes, mémorisait des protocoles et apprenait à soigner les autres, Stéphanie Damiba est brutalement devenue son propre cas clinique. « J'ai reçu mon premier diagnostic de cancer du sein à 24 ans », dit-elle, le regard porté vers des souvenirs lointains. Diagnostic posé, pronostic suspendu.

Ainsi, elle n'a pas appris la médecine debout, blouse impeccable et certitudes bien rangées. Stéphanie Damiba l'a apprise couchée, perfusion au bras, corps éprouvé. Et pourtant, la voici, à seulement 29 ans, franchissant l'ultime étape de son parcours : elle soutient brillamment sa thèse de doctorat en médecine. Une preuve scientifique à l'appui que le corps peut vaciller sans que l'esprit abdique.

Pourtant, encore étudiante, elle recevait un diagnostic que personne ne voulait croire : un cancer du sein. Trop jeune, disait-on. Elle, elle savait. « Je crois que j'ai un cancer du sein », dit-elle d'une voix calme à un médecin qui refuse d'y croire. Trop tôt pour une jeune femme. Trop improbable.

L'échographie ne montre rien au début. Alors, elle continue sa vie. Étudiante en sixième année de médecine, en pleine période de Covid-19, stages perturbés, fatigue banalisée. En médecine, on apprend très tôt à ignorer son propre corps. Stéphanie le paiera cher.

Huit mois plus tard, les signes s'imposent. Un autre regard médical s'inquiète. On évoque un sénologue. Ils sont rares au Sénégal. Elle traîne encore jusqu'à décembre 2020. Cette fois, les examens s'enchaînent. Janvier 2021 : cancer du sein. C'est clair désormais. Comme l'eau de roche.

La médecine change brutalement de camp. Chez les jeunes femmes, la maladie est plus agressive. Il faut aller vite. Très vite. Chimiothérapies. Effets secondaires violents. Douleurs. Fatigue extrême. Mais, Stéphanie refuse de suspendre ses études. « Je faisais ce que je pouvais : aller aux examens », renchérit-elle. Résilience ? « Même pendant les séances de chimiothérapie, on l'accompagnait à l'hôpital avec nos cours pour l'aider à réviser. Et malgré tout, elle gardait toujours le sourire et une énergie qui forçait l'admiration », témoigne Dr Julie Borges, une amie.

La Covid-19 joue paradoxalement en sa faveur : cours en ligne, stages réduits. Elle force. Elle tient. « Je n'ai pas laissé tomber », confie Stéphanie. Pourquoi ? Elle hésite, puis sourit : « Je suis le rayon de soleil de ma famille. Si j'avais flanché, tout allait s'effondrer ». Aînée d'une fratrie de trois enfants, Stéphanie est née d'un père ingénieur en télécommunications et d'une mère ancienne hôtesse de l'air.

<https://lesoleil.sn/enquetes/trait-pour-trait/stephanie-damiba-docteure-en-medecinela-these-malgre-le-cancer/>

NATIONALE

## Pr Ibrahima Cissé : «Le Pr Mababa Diagne a été un acteur clé de la conception et de la structuration de l’Uam »



Le Recteur sortant de l’Université Amadou Mahtar Mbow (Uam), Pr Ibrahima Cissé a fait un témoignage sur son remplaçant à la tête de l’institution. Il a loué les atouts du Pr Mababa Diagne nommé le 7 janvier dernier comme nouveau Recteur. «Le Professeur Mababa Diagne, nouveau recteur de l’Université Amadou Mahtar Mbow (Uam), est un homme du sésail, dont le parcours témoigne d’une connaissance approfondie du système d’enseignement supérieur et de recherche », a confié M. Cissé dans une note reçue au «Soleil ».

Il a affirmé que M. Diagne est un «universitaire chevronné et gestionnaire aguerri » qui a eu à piloter plusieurs structures stratégiques au sein de l’enseignement supérieur, acquérant ainsi une solide expérience aussi bien académique qu’administrative.

«Recruté dès les premières étapes du projet de création de l’Université Amadou Mahtar Mbow, le Pr Mababa Diagne a été un acteur clé de sa conception, de sa structuration et de sa montée en puissance. À ce titre, il a contribué à la définition de la vision, à la mise en place des dispositifs académiques et à l’implantation progressive des mécanismes de gouvernance de cette université nouvelle génération », a affirmé Ibrahima Cissé. Il a ajouté que l’engagement constant de Mababa Diagne lui a permis de développer une connaissance fine des spécificités, des défis et des ambitions de l’Uam.

M. Cissé est d’avis que la nomination de M. Diagne à la tête de l’institution s’inscrit ainsi dans une logique de continuité et de consolidation. Elle offre l’avantage d’un leadership immédiatement opérationnel, fondé sur une parfaite maîtrise des dossiers, des équipes et de l’environnement institutionnel. Cette proximité avec l’histoire et le projet fondateur de l’Um, soutient Ibrahima Cissé constitue un atout majeur pour poursuivre les réformes engagées, renforcer la qualité de la formation et de la recherche, et accroître le rayonnement national et international de l’université.

Ibrahima Cissé dit prendre avec «respect et sérénité » la décision mettant fin à ses fonctions de Recteur de l’Uam. Il a tenu à exprimer sa profonde gratitude aux plus hautes autorités de la République pour la confiance qui lui a été accordée tout au long de cette mission. «Servir l’État, et plus particulièrement l’enseignement supérieur sénégalais, a été pour moi un honneur et une responsabilité que j’ai assumés avec engagement, loyauté et sens du devoir », a indiqué M. Cissé qui dirigeait cette institution depuis 2022.

<https://lesoleil.sn/actualites/education/le-pr-mababa-diagne-a-ete-un-acteur-cle-de-la-conception-et-de-la-structuration-de-luam/>

## Refondation de l’école sénégalaise : le rôle dévolu à Youssou Ndour



Dans le cadre du lancement de la refondation de l’école sénégalaise, le ministre de l’Éducation nationale, Moustapha Guirassy, a procédé à l’installation du comité scientifique de la réforme curriculaire. Youssou Ndour a pris part à la cérémonie. Le Soleil, qui donne l’information, indique que l’artiste fait partie des référents choisis par la tutelle pour accompagner le processus.

«Cette réforme vient à son heure. Le monde a beaucoup changé, a constaté le leader du Super Étoile en prenant la parole au nom de ses pairs référents. L’éducation, comme l’a si bien dit Nelson Mandela, c’est l’arme qu’il faut avoir.»

Guirassy a déclaré que la refondation de l’école sénégalaise «interroge les finalités profondes de l’éducation : le type de citoyen que nous voulons former, le sens du savoir transmis et la contribution attendue de l’école au projet national». Poursuivant, le ministre a précisé que «la réforme concerne les processus et les méthodes, les parcours d’apprentissage, les pratiques pédagogiques, l’évaluation, la formation des enseignants ainsi que l’usage maîtrisé du numérique et de l’intelligence artificielle au service des apprentissages».

[https://www.seneweb.com/fr/news/Education/refondation-de-lecole-senegalaise-le-role-devolu-a-youssou-ndour\\_n\\_480943.html](https://www.seneweb.com/fr/news/Education/refondation-de-lecole-senegalaise-le-role-devolu-a-youssou-ndour_n_480943.html)

## Respect du délai du projet de l’université du Sénégal oriental



Le ministre en charge des Infrastructures a effectué une visite au niveau du site de l’Université du Sénégal oriental (Uso). Sur place, il a constaté un état d’avancement satisfaisant des travaux du gros œuvre. Toutefois a-t-il tenu à demander à l’entreprise de presser le pas, car les délais approchent et que le gros œuvre n’est pas forcément le plus gros du travail. «Je reviendrai en octobre pour voir l’évolution. Et ce ne sera pas une visite des travaux, mais pour réceptionner les bâtiments ou, au besoin, prendre les mesures qui s’y rapportent», avertit-il. Non sans appeler les responsables de l’entreprise à augmenter les heures de travail.

Déthié Fall ne badine pas avec les délais de livraison des travaux. D’où son invite à l’entreprise exécutante d’aller plus vite. «Il faut aller dans le sens d’augmenter les heures de travail, afin de pouvoir être dans les délais. Il faut augmenter l’éclairage pour que les ouvriers puissent travailler la nuit. Les bâtiments doivent être livrés en octobre. On est à huit mois de l’échéance», insiste le ministre. Et d’annoncer que le président de la République lui-même viendra visiter le chantier. Il tient beaucoup lui aussi, et son Premier ministre, au respect des délais, à de bonnes conditions d’enseignement-apprentissage. «C’est pourquoi il faut travailler de sorte à pouvoir respecter les délais afin que l’université tant voulue par les populations puissent être une réalité. Tamba veut son université et doit en disposer en 2026», soutient Déthié Fall.

<https://lequotidien.sn/respect-du-delai-du-projet-de-luniversite-du-senegal-oriental-dethie-fall-met-la-pression-sur-lentreprise/>





## Budget 2026 : Lecornu annonce le repas à 1 euro pour tous les étudiants « à compter du mois de mai »

C'est une concession de taille faite aux socialistes qui risque de faire des vagues au sein de Renaissance. Sébastien Lecornu a annoncé, ce vendredi soir, que le budget devait « donner une priorité à la jeunesse ». A ce titre, « pour tous les étudiants, le repas à 1 euro au restaurant universitaire sera une réalité à compter du mois de mai », a-t-il déclaré.

Le débat s'était posé il y a tout juste un an. En janvier 2025, l'Assemblée nationale avait adopté la proposition de loi portée par la députée socialiste Fatiha Keloua-Hachi, rapporteure du texte qui voulait généraliser le repas à 1 euro, sans condition de ressources, dans les restaurants universitaires gérés par les CROUS. Le texte, depuis, était resté en l'état.

Le coût de la mesure avait été estimé à 90 millions d'euros par an. Dans sa déclaration, Sébastien Lecornu ne dit rien du financement de la mesure.

Ce repas à 1 euro pour tous avait été mis en place pendant la crise sanitaire de Covid-19 mais, depuis 2021, la mesure était réservée aux seuls étudiants boursiers et précaires. Les organisations étudiantes, elles, réclamaient la généralisation du dispositif. « C'est une bonne nouvelle, on demandait cela depuis des années », salue Suzanne Nijdam, présidente de la Fage, première organisation étudiante.

Le Premier ministre leur donne donc satisfaction, alors même que le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Philippe Baptiste, s'était élevé contre une mesure qui « fragiliserait durablement les Crous », dont les restaurants universitaires sont déjà saturés dans les villes universitaires.

Le ministre avait estimé la perte de ressources pour les Crous à plus de 50 millions d'euros au minimum, ce qui allait pénaliser leur développement. Philippe Baptiste redoutait aussi que les étudiants en ayant le plus besoin, notamment les boursiers, ne puissent plus accéder aux restaurants universitaires. Il s'était opposé aussi au principe de « faire payer moins les étudiants les plus aisés ». Les Crous s'étaient, eux aussi, opposés à la mesure, y voyant surtout un casse-tête.

Vendredi soir, sur FranceinfoTV, le ministre de l'Enseignement supérieur mettait en avant le « geste » du Premier ministre alors que « beaucoup d'étudiants sont aujourd'hui dans des situations budgétaires difficiles et tendues ».

La Fage salue « surtout » ce qu'elle interprète comme un changement de pied du gouvernement sur la fin des APL pour les étudiants extracommunautaires et leur gel pour l'année 2026. Pour l'organisation, c'était « une vraie ligne rouge ». « Il n'y aura aucune mesure pesant sur les APL [...] », a assuré Sébastien Lecornu sans citer explicitement le cas des étudiants extracommunautaires. « De vraies avancées ont été annoncées pour les étudiants, le budget va enfin dans le bon sens », se félicite Suzanne Nijdam.

INTERNATIONALE



## JAKARTA : Le changement de campus en locomotive industrielle



Le président Prabowo Subianto a encouragé les universités à renforcer la recherche et l'innovation orientées vers le développement de l'industrie nationale et l'augmentation des revenus du pays. L'ordre a été donné par le président lors d'une rencontre avec 1 200 professeurs et professeurs de l'université de l'Indonésie. Lors d'un briefing présidentiel avec les recteurs et les dirigeants des universités publiques et privées en 2026, le président a souligné l'importance du rôle de la recherche et de l'innovation en tant que fondement du développement de l'industrie basée sur la science et la technologie. Le gouvernement a affirmé que la nouvelle orientation du développement national était le renforcement de la recherche et de l'innovation pour stimuler la compétitivité de l'industrie, parallèlement à la nécessité de faire face à la transformation économique mondiale et aux progrès technologiques. Cependant, cette orientation politique ne doit pas être au détriment de la continuité des sciences sociales et humaines et de la recherche fondamentale qui sont la base de la formation de la raison critique, de l'éthique publique et de la capacité de réflexion de la nation.

Selon le règne de l'Université d'Indonésie, le professeur DR. Heri Hermansyah ST, M.Eng, il a également rappelé que l'université n'est pas seulement une usine de production de ressources humaines prêtes à l'industrie, mais une salle de production de connaissances, de dialogue et de critique qui permet la naissance de penseurs, pas seulement de travailleurs technocrates. L'approche pragmatique-technocratique qui mesure uniquement la valeur de la recherche en fonction des avantages économiques à court terme est inquiétée de restreindre la signification de l'enseignement supérieur, tout en affaiblissant la capacité de l'université à répondre aux problèmes sociaux, démocratiques et humanitaires qui sont de plus en plus complexes à l'époque moderne.

Le gouvernement a réaffirmé son engagement à renforcer la recherche et l'innovation en tant que piliers principaux du développement économique national, en se concentrant sur le renforcement de la collaboration entre les universités, les instituts de recherche et l'industrie. Cette politique vise à accroître la valeur ajoutée, l'autonomie technologique et la compétitivité de l'industrie nationale dans le contexte de pressions mondiales et de perturbations technologiques de plus en plus rapides. La recherche appliquée et l'innovation industrielle sont considérées comme des instruments stratégiques pour la création de postes de travail, le renforcement de l'écosystème de la fabrication et l'accélération de la transformation de l'économie de la connaissance.

<https://voi.id/fr/tulisan-seri/552604>

## Vietnam : Normalisation des programmes de formation universitaire



L'enseignement supérieur joue un rôle crucial non seulement dans la formation de ressources humaines de haute qualité, mais aussi en tant que pilier guidant le savoir et permettant la réalisation des objectifs de développement rapide et durable du pays. L'année 2025 marque une étape importante pour l'enseignement supérieur, le ministère de l'Éducation et de la Formation soumettant à l'Assemblée nationale, pour approbation, la loi amendée sur l'enseignement supérieur.

L'une des principales nouveautés de cette loi est la suppression des activités du Conseil universitaire et le renforcement du rôle de l'organisation du Parti au sein des établissements d'enseignement supérieur. Grâce à ces nouvelles dispositions, l'autonomie universitaire est mieux garantie, couvrant l'espace académique, le personnel, la recherche scientifique, l'innovation, les finances et la coopération internationale.

Les politiques d'investissement actuelles privilégient les établissements d'enseignement supérieur qui atteignent ou améliorent les normes, afin de constituer des universités d'excellence qui pilotent le système, tout en instaurant une concurrence équitable entre établissements publics et privés. Le nouveau cadre juridique offre des perspectives pour attirer des enseignants-chercheurs de talent et promouvoir les formations liées à la recherche scientifique et technologique.

L'autonomie universitaire a démontré sa validité dans la pratique. L'Université du Commerce Extérieur, pionnière en la matière depuis 2015, en est un parfait exemple. Selon sa rectrice, Pham Thu Huong, l'université figurera pour la première fois d'ici 2025 au classement QS des universités asiatiques, à la 580e place sur plus de 1 500 établissements d'enseignement supérieur. Cette réussite confirme son ambition d'intégrer le cercle des meilleures universités d'Asie et de devenir un environnement respectueux de la liberté académique, qui encourage la recherche créative et favorise l'esprit critique dans l'enseignement.

L'essor remarquable de l'enseignement supérieur vietnamien est encore confirmé par l'inclusion, pour la première fois, de 16 établissements d'enseignement supérieur dans le classement THE Impact Rankings. Les réformes de gouvernance ont insufflé une nouvelle dynamique, entraînant une augmentation significative de la recherche scientifique, notamment des publications internationales, et plaçant ainsi de nombreuses universités parmi les meilleures de la région et du monde.

<https://www.vietnam.vn/fr/chuan-hoa-chuong-trinh-dao-tao-dai-hoc>

## Maroc : Nouvelle loi sur l'enseignement supérieur



Réunie en séance plénière, la Chambre des conseillers a approuvé à la majorité le projet de loi n°59.24 relatif à l'enseignement supérieur et à la recherche scientifique. Le texte a recueilli 23 voix favorables, sans opposition, contre six abstentions. Une adoption qui marque une étape décisive dans le chantier de réforme du système universitaire marocain.

Présentant le projet, le ministre de l'Enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation, Azzedine El Midaoui, a rappelé que cette réforme s'inscrivait pleinement dans la mise en œuvre de la loi-cadre n°51.17 relative au système national de l'éducation, de la formation et de la recherche scientifique. Considérée comme un texte contractuel et contraignant, cette loi-cadre vise, selon lui, à doter le secteur d'un cadre juridique moderne et à renforcer l'efficacité des mécanismes de gouvernance universitaire.

Le ministre a qualifié le projet de loi de « tournant majeur » dans l'évolution du cadre légal régissant l'enseignement supérieur et la recherche scientifique, deux secteurs jugés stratégiques pour le développement des compétences, la promotion de la recherche scientifique et technologique et le renforcement de la souveraineté nationale dans ces domaines. Le texte, a-t-il souligné, offre aux universités les outils nécessaires pour s'adapter aux transformations rapides des méthodes d'enseignement et de recherche, tant à l'échelle nationale qu'internationale.

Au cœur de la réforme, le projet consacre le rôle central de l'université dans le système éducatif et scientifique national. Il introduit de nouvelles dispositions relatives à son organisation, à sa gouvernance et à sa gestion, tout en consolidant son ancrage territorial et sa capacité à contribuer aux priorités de développement du Royaume. Dans ce cadre, le texte prévoit la création d'un organe stratégique, le Conseil des administrateurs, chargé de soutenir l'université, de faciliter son intégration dans son environnement économique et social et de défendre ses intérêts auprès des institutions régionales et nationales. Le ministre a tenu à préciser que cette instance ne remet nullement en cause l'autonomie décisionnelle de l'université, laquelle demeure de la compétence exclusive de son Conseil.

Le projet modernise également la composition du Conseil de l'université, en consacrant le principe de la parité hommes-femmes et en renforçant son autonomie. Il lui confère des responsabilités élargies en matière de gestion des affaires universitaires et de développement de ses missions de formation, de recherche et de gouvernance. Le texte clarifie par ailleurs la classification juridique des établissements d'enseignement supérieur et de recherche et fixe des procédures objectives de création, dans un souci d'harmonie et de complémentarité entre les secteurs public et privé, tout en consolidant le principe constitutionnel d'équité territoriale dans la répartition et la diversification de l'offre de formation.

<https://lematin.ma/enseignement/loi-sur-lenseignement-superieur-les-conseillers-donnent-leur-aval/325093>